

Comprendre l'intervention américaine au Venezuela

On ne peut pas comprendre l'enlèvement de Nicolas Maduro si l'on ignore les masses financières colossales associées à un changement de régime au Venezuela.



Il ne s'agit pas de minorer les aspects idéologiques ou géopolitiques de l'intervention américaine – réaffirmer la doctrine Monroe, assoir des sphères d'influence impériales.

Mais c'est bien le pétrole qui constitue le mobile essentiel de ce coup de force : l'accaparement et l'extraction des plus importantes réserves d'or noir du monde, longtemps exploitées avec une profitabilité inouïe par les multinationales américaines et leurs actionnaires.





Maduro était un dictateur brutal et corrompu, mais Trump s'entend très bien avec de nombreux dictateurs brutaux et corrompus, cela ne génère chez lui nulle hostilité.

L'objectif principal de l'expédition trumpiste est ailleurs : reprendre l'exploitation de la manne pétrolière vénézuélienne au profit des grandes fortunes américaines, exploitation qui avait atteint un premier paroxysme dans les années 1950, pendant cet « âge d'or » mythifié par le mouvement MAGA (Make America Great Again).

Si l'on veut comprendre l'ambition de la Maison Blanche, c'est sur cette histoire peu connue qu'il faut revenir : celle d'un extractivisme international poussé à son paroxysme, dont Trump cherche à écrire aujourd'hui un nouveau chapitre qui, s'il y parvient, pourrait s'avérer plus extrême encore.

La production pétrolière vénézuélienne commence dans les années 1910 par un vice fondateur : **le pétrole est pour ainsi dire donné aux majors étrangères.**

Le dictateur Juan Vicente Gomez accorde des concessions extraordinairement généreuses aux multinationales américaines et britanniques, qui y développent rapidement la production.

Dès 1929, Caracas pèse pour plus de 10% de la production d'or noir de la planète et en est le premier exportateur mondial.

Initialement, Britanniques et Américains se partagent le gâteau. Au sortir de la deuxième guerre mondiale, les seconds finissent par rafler la mise.

Juan Vicente Gomez



Le Venezuela devient le premier réceptacle des investissements internationaux américains, et sa première source de profits étrangers.

Il faut bien prendre la mesure des richesses ainsi extraites du Venezuela par les Etats-Unis au mitan du 20e siècle.

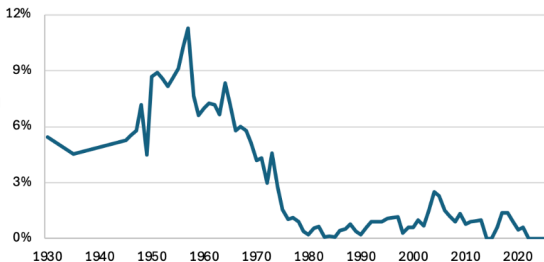
En 1957, au sommet de cet extractivisme transfrontière, les profits enregistrés par les majors américaines au Venezuela sont du même ordre de grandeur que l'ensemble des bénéfices réalisés par toutes les multinationales américaines – tous secteurs confondus – dans tous les autres pays d'Amérique latine et tous les pays d'Europe continentale confondus !

L'équivalent de 12% de du produit intérieur net vénézuélien – c'est-à-dire de la valeur de tous les biens et services produits chaque année dans le pays – **va aux actionnaires américains.**

Soit à peu près autant que ce que touche la classe populaire du Venezuela, les 50 % les plus pauvres du pays.

Le PIB du Venezuela augmente, mais au profit des grandes fortunes états-uniennes qui encaissent les dividendes et des employés américains bien payés.

Part du produit intérieur net venezuelien allant aux actionnaires américains



Le Venezuela abrite en effet au début des années 1960 la plus grande communauté d'expatriés américains.

Ces derniers y vivent dans des enclaves qui leur sont réservées, dotées d'hôpitaux flamboyants neufs et de terrains de baseball luxuriants.

C'est « l'âge d'or » auquel le pouvoir trumpiste souhaite revenir.

Un partage de la rente pétrolière qu'on peut difficilement imaginer plus injuste et inégalitaire.

C'est aussi un modèle de développement foncièrement instable, qui ne peut susciter que des réactions violentes.

Car comment accepter que les revenus versés aux actionnaires étrangers soient du même ordre de grandeur que ceux touchés par la moitié de la population locale ?

Jusqu'aux années 1950, dans la foulée de Gomez, les différents régimes au pouvoir à Caracas préfèrent choyer les capitaux internationaux, maintenant une fiscalité légère, se pliant aux desideratas des majors, s'enrichissant souvent au passage.

A partir des années 1960, comme dans le reste de l'Amérique latine, les gouvernements successifs vont essayer de négocier des conditions financières plus équilibrées.

Le Venezuela prend la tête de ce mouvement. C'est un homme politique vénézuélien, Juan Pablo Pérez Alfonzo, qui se trouve derrière la création de l'OPEP (Organisation des pays producteurs de pétrole) en 1960.

Le pays prend les rênes du mouvement pour faire advenir un « nouvel ordre économique international », exiger une réécriture des règles du commerce mondiale.

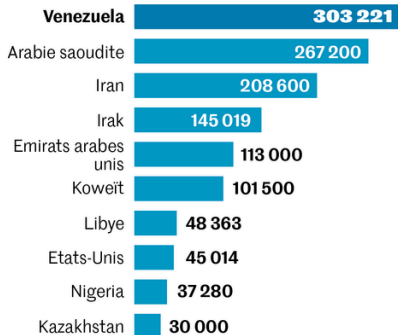
Ce processus culmine dans la nationalisation, en 1976, des actifs d'ExxonMobil, Shell et Chevron au Venezuela.

Donald Trump a 30 ans. Il ne cesse aujourd'hui de dénoncer ce « vol ». Et ne cache guère son objectif principal : revenir aux conditions léonines de la période 1920-1960.

S'il y parvient, on peut envisager un doublement voire un triplement des profits de l'industrie pétrolière américaine, un des plus gros financeurs de Trump et du parti républicain.

Les réserves d'or noir du Venezuela sont en effet considérables : les plus importantes du monde.

Réserves prouvées de pétrole brut en 2024,
en millions de barils (hors sables bithumineux)



Infographie *Le Monde*

Source : Opep, Bulletin statistique annuel, 2025

Et elles sont quasi-inexploitées, la production s'étant effondrée en raison de la mauvaise gestion du régime chaviste et du durcissement des sanctions américaines en 2017.

Les enjeux financiers sont d'autant plus importants que les prix du pétrole sont plus élevés que dans les années 1950.

Si Trump parvenait à rétablir les conditions financières qui prévalaient au milieu du 20^e siècle, la manne captée par les majors américaines et leurs propriétaires en serait augmentée d'autant.

Quand Trump dit qu'il veut « gouverner » le Venezuela, c'est là son projet.

Pour fixer un ordre de grandeur, les profits d'Aramco – le principal producteur de pétrole d'Arabie Saoudite, pays qui abrite les deuxièmes plus grandes réserves d'or noir – se sont élevés ces dernières années à \$100-\$150 milliards par an.

\$100 à \$150 milliards par an : c'est la somme en jeu, aujourd'hui, derrière l'enlèvement de Maduro.